

# Le blocage total entre ministère et résidents grévistes agace les citoyens

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Biens immobiliers publics

## Les conditions de cession définies par un décret

Page 24

Quatorzième année - N° 4507 - Mercredi 20 juin 2018 - Prix : 10 DA

Les ministres de l'Opep et non Opep à Vienne

## Vers le gel de l'accord de restriction de la production ?

Page 2

### Coup d'envoi des épreuves du Bac aujourd'hui

# Benghebrit : le «traumatisme de 2016» ne se renouvellera pas



La journée d'aujourd'hui marque le début des épreuves du Bac pour des milliers de lycéens. En effet, le jour J que l'on croyait encore loin est déjà là ! Avec lui son lot de stress, de trac et de peur de l'échec. Le coup de starter du baccalauréat 2018 sera donné aujourd'hui dans les centres d'examen. [Lire page 2](#)

Objectif : rétablir l'image de la capitale

## Plus d'hôtels pour attirer les touristes ?

Page 3



Festival national du théâtre amateur

## Douze troupes au rendez-vous de Mostaganem

Page 13

Coup d'envoi des épreuves du Bac aujourd'hui

# Benghebrit : Le «traumatisme de 2016» ne se renouvellera pas

■ La journée d'aujourd'hui marque le début des épreuves du Bac pour des milliers de lycéens. En effet, le jour J que l'on croyait encore loin est déjà là ! Avec lui son lot de stress, de trac et de peur de l'échec. Le coup de starter du baccalauréat 2018 sera donné aujourd'hui dans les centres d'examen.

Par Meriem Benchaoua

**P**as moins de 709 448 candidats à travers le territoire national prendront ce matin le chemin des lycées afin de briger cette clé qui leur ouvrira grandes les portes de l'université. Cinq jours durant, ils devront subir des épreuves. Cette édition s'annonce sur fond de craintes de la tutelle qui redoute d'ores et déjà le spectre du triste feuilleton des tricheries qui ont marqué les années précédentes. Donc, les épreuves de cette édition seront placées sous haute surveillance pour éviter les fuites et les fraudes qui avaient perturbé, ces dernières années, leur fonctionnement et mis à nu les archaïsmes d'un examen, qui n'est plus adapté à l'ère du numérique. Il faut dire que les efforts consentis par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la lutte contre la fraude, n'arrivent toujours pas à éradiquer ce phénomène, une réalité du terrain amère à laquelle fait face le département de Benghabrit. Impuissante face à l'ampleur de la situation, la ministre a été jusqu'à verrouiller, durant des horaires indiqués, les accès aux réseaux sociaux, notamment Facebook, avec la contribution du ministère de la Poste et des TIC. Aussi les services de sécurité ont entamé un travail de coordination avec les autorités compétentes pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat. De leur côté, les élèves y prenant part seront tenus de laisser leur

portable en dehors des salles d'examen. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, la ministre de l'Éducation nationale a assuré qu'un ensemble de dispositions a été arrêté, à partir du mois d'octobre déjà, à l'effet d'assurer leur bon déroulement et leur crédibilité. «La préparation de cette session a concerné l'ensemble des aspects pédagogiques, organisationnels et sécuritaires», a-t-elle indiqué. Selon la première responsable du secteur, la dimension sécuritaire semble cette fois avoir pris le dessus c'est «parce que nous avons vécu un traumatisme en 2016», année durant laquelle avaient été constatées des «fuites» de sujets d'examen. Quand on décide de la crédibilité de cet examen c'est pour assurer une égalité «des chances et de justice» entre tous les candidats, a expliqué la ministre. Elle a estimé, à ce propos, que c'est l'apparition des réseaux sociaux et des téléphones mobiles qui a amené à des mesures extrêmes contre la triche, notamment en décidant de suspendre l'internet, dès le démarrage des épreuves. Revenant sur la réforme du baccalauréat, notamment pour ce qui concerne la réduction de sa durée, Nouria Benghabrit a fait savoir que l'objectif fondamental du texte, en cours de discussion, vise à réorganiser cet examen au plan matériel. «Le fait de limiter le déroulement des épreuves de cinq à trois jours devient une urgence», en raison «du stress des candidats mais également pour permettre une clarification



des filières, notamment en redonnant leur place aux matières de spécialité», a-t-elle dit.

## Les candidats libres représentent 40% de l'ensemble des postulants

Annonçant qu'une proposition sera faite dans le but de limiter à l'avenir leur nombre, la ministre de l'Éducation nationale, a indiqué que les candidats libres représentent quelque 40% des candidats. «Pour l'instant, les candidats libres passent le Bac autant de fois qu'ils

veulent, mais dans le cadre de la réorganisation (des examens) une proposition sera faite de manière à donner la possibilité à ces candidats de ne passer le Bac que deux fois et de jouer sur le taux d'inscription à partir de la 3<sup>e</sup> tentative pour les candidats libres, qui représentent 40% des 709 448 candidats à la session 2018», a indiqué M<sup>me</sup> Benghabrit. Selon la ministre, le constat établi fait ressortir un taux d'absentéisme pour cette catégorie «extrêmement important se situant entre 30 et 35%», constituée d'«une population extrêmement hétérogène». M<sup>me</sup> Benghabrit

a expliqué qu'il y a parmi ces candidats «ceux qui passent leur Bac pour la 10<sup>e</sup> ou 15<sup>e</sup> fois, alors que d'autres repassent le Bac pour obtenir la moyenne qu'ils souhaitent de manière à opter pour la spécialité qu'ils veulent», révélant également qu'«il y a parmi ces candidats des fonctionnaires qui s'inscrivent à l'examen pour bénéficier de 5 jours de congé». Par ailleurs, la ministre a fait savoir que le nombre des candidats aux besoins spécifiques avoisine les 400, précisant qu'il s'agit de 216 non-voyants et 169 handicapés moteurs. **M. B.**

Les ministres de l'Opep et non Opep à Vienne

## Vers le gel de l'accord de restriction de la production ?

**C**est sur fond de vives tensions que s'ouvrira aujourd'hui à Vienne, Autriche, les réunions des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses pairs non membres, auxquelles prendra part Mustapha Guitouni, ministre de l'Énergie. Des rencontres où il est attendu la levée des restrictions de production de pétrole à partir de 2019.

Des tensions fortement ressenties par les géants industriels du pétrole, après que l'Arabie saoudite et la Russie ont décidé de convaincre les autres membres d'augmenter leurs objectifs de production. En effet, alors qu'il était attendu que le pacte de 2016 (valable jusqu'à fin 2018) sur la limitation de la production pétrolière soit reconduit en raison des satisfactions qu'il a données sur le marché de l'or noir ces derniers mois, passant d'environ 26 dollars le baril en janvier 2016 pour se négocier hier à plus de 74 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, les maîtres pétroliers que sont

l'Arabie saoudite et la Russie ont en effet décidé de mettre le paquet pour convaincre le cartel du pétrole et ses dix partenaires d'augmenter la production modérée de 300 000 à 600 000 barils par jour. Ce qui reste loin des 1,5 million évoqués initialement. Sauf que cette demande, qui risque de faire baisser les prix du pétrole après avoir marqué une stabilité voire des hausses ces dernières semaines, ne fait pas l'unanimité au sein des producteurs de pétrole qui tous ne se sentent pas en mesure de relancer leurs extractions et donc s'opposent déjà à cette révision à la hausse des objectifs de limitation fixés fin 2016. C'est le cas, notamment, du Venezuela, de l'Irak et de l'Iran, qui veulent maintenir au niveau actuel.

La Russie compte effectivement proposer aux signataires de l'accord d'encadrer une augmentation de la production de 1,5 million de barils par jour (bpj), selon des déclarations faites hier à la presse par Alexandre Novak, ministre de

l'Énergie russe. «Le marché croît, la demande croît et nous observons déjà un certain équilibre du marché», a-t-il dit. Une augmentation qu'il estimera «raisonnable de lancer au troisième trimestre de l'année, lorsque la demande est la plus élevée, et d'organiser une réunion en septembre pour examiner la réaction du marché». Ceci sans toutefois préciser à quelle hauteur la Russie pourrait augmenter sa propre production. Selon lui, cela dépendrait des capacités de chaque entreprise individuelle. L'Arabie saoudite s'alignant sur la proposition russe, souhaite un baril à 70 dollars, voire plus pour mener son plan «Vision 2030» pour transformer son économie de pétrole.

De son côté, l'Iran, qui vient d'être frappé à nouveau par les sanctions américaines, tient à récupérer ses parts de marché et ne pourra s'aligner à cette hausse de production. Avec une production actuelle de 3,8 millions de barils/jour, son souhait est que l'Opep travaille à maintenir le prix de l'or noir autour des 60 dollars le

baril afin d'éviter que les Etats-Unis augmentent leur production de pétrole de schiste, en profitant d'un prix couvrant les coûts de production. Dimanche dernier, cité par l'agence Bloomberg, Téhéran compte opposer son droit de veto si le ministre saoudien Khaled al-Faleh propose d'augmenter les objectifs de production. En somme, si malgré ces craintes, l'Arabie saoudite et la Russie finissaient par avoir gain de cause, il s'agirait véritablement d'une «cession très politique», estiment les experts. Et pour cause, à défaut d'un consensus, la crainte de voir Ryadh et Moscou, tout comme les pays du Golfe, faire cavaliers seuls pour augmenter leur production, n'est pas écartée, selon les analystes de Commerzbank. «Cependant, cela signifierait de facto mettre fin prématurément à l'accord de limitation de la production et nuirait également à la capacité d'action de l'Opep. Reste à voir si l'Arabie saoudite est prête à prendre ce risque», ont-ils poursuivi.

Lynda Naili

Les médecins entament leur 8<sup>e</sup> mois de grève

# Le blocage total entre ministère et résidents grévistes agace les citoyens

■ Dans un contexte d'absence de dialogue et de campement de chaque partie sur ses positions, les médecins résidents viennent d'entamer leur 8<sup>e</sup> mois de grève enfonçant ainsi le secteur de la Santé dans le pourrissement et les citoyens dans l'angoisse.



Par Thinhinene Khouchi

**A**u niveau des différents services hospitaliers de la capitale et même partout dans le pays, on retrouve d'un côté les médecins résidents qui protestent chaque jour et crient leur mécontentement et de l'autre, les citoyens angoissés de voir leur rendez-vous reportés encore une fois. Rien ne va plus entre les résidents et leur haut responsable. En effet, après des signes de détente suite à la réponse favorable du ministère de la Santé à nombre de revendications relevant de ses prérogatives, la situation a connu, enco-

re une fois, un «*blocage*» et même un flou induisant des tergiversations de la part du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) quant à la reprise des gardes, notamment après que le gouvernement ait annoncé que certaines revendications sont non négociables, à leur tête les questions liées au service civil et que le ministre de la Santé ait déclaré à la Télévision nationale, le 16 mai 2018, qu'il ne saurait y avoir de dialogue sans une reprise du travail, des études et des gardes. «*La décision relative à la reprise des gardes à compter de mercredi dernier a été prise par 3 membres sur les 13 du bureau*», affirment des

membres du bureau du Camra, dont certains craignent de casser l'organisation. Selon le ministère de la Santé, quelque 500 médecins résidents ont rejoint leurs postes depuis plus de 3 semaines. Dans un communiqué, le Camra a regretté le maintien par le ministère de la Santé de sa décision de refuser le dialogue avant la reprise de toutes les activités hospitalières sans conditions du corps médical, qualifiant cette décision de négative. Le Collectif a exprimé, en outre, son regret concernant le refus de certains chefs de services d'autoriser l'accès aux médecins résidents afin de rejoindre leurs postes et leurs activités des gardes sous

prétexte d'une note ministérielle. Nadim Soualili, membre du bureau du Camra a indiqué que la Collectif a été surpris par la décision de la tutelle «*rejetant totalement*» la poursuite du dialogue interrompu depuis fin avril dernier, ainsi que l'opposition de certains chefs de services et gestionnaires d'établissements hospitaliers, à la reprise des gardes. S'agissant de la décision de certains chefs de services et gestionnaires d'établissements hospitaliers, le D' Soualili a indiqué que ces derniers «*ont obligé les concernés à signer un engagement de non-reprise de la grève et de poursuite du travail normalement avant la reprise des gardes*», qualifiant ces pratiques d'illégales. Pour ce qui est du dispositif relatif aux examens de l'obtention du DEMS (Diplôme d'études médicales spécialisées), le représentant du Camra a précisé que le plan tracé par le ministère de l'Enseignement supérieur est illégal, car il n'a pas respecté, a-t-il dit, «*le délai de notification de ces épreuves à l'adresse du corps qui est de 30 jours minimum*». Les médecins résidents avaient auparavant annoncé la reprise des gardes à partir de mercredi dernier, en signe de «*bonne volonté*», tout en réaffirmant leur attachement aux revendications qu'ils ont déjà soulevées et qu'ils demeurent mobilisés pour défendre leurs droits. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique avait annoncé, la semaine écoulée, que l'examen du diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS) se déroulera durant la période allant du 1<sup>er</sup> au 19 juillet, notant que cette session de rattrapage sera la dernière à être organisée pour l'année universitaire 2017/2018 et prévenant que «*les candidats qui ne s'y présenteront pas seront considérés en situation d'abandon d'études et par conséquent exclus*». A rappeler que les revendications des médecins résidents, qui sont entrés en grève depuis le 14 novembre dernier, portent essentiellement sur l'annulation du caractère obligatoire du service civil, la dispense du service national, la garantie d'une meilleure formation pédagogique et la révision des statuts.

T. K.

## Raouia devant l'APN : La LFC 2018 permettra de poursuivre le renforcement de la croissance économique

**Le ministre** des Finances, Abderrahmane Raouia, a indiqué, hier à Alger, que la loi de finances complémentaire (LFC) 2018 permettra de poursuivre la politique d'appui du budget et de renforcement de la croissance économique. Lors de la présentation du projet de loi de finances complémentaire 2018 devant les membres de l'Assemblée populaire nationale, M. Raouia a indiqué que ce texte «*s'inscrit dans le cadre des démarches visant à poursuivre la politique d'appui du budget et de renforcement de la croissance économique*», affirmant qu'il «*ne touchera ni la structure ni les grands équilibres définis dans la loi de finances initiale de 2018*». Ce texte vise essentiellement à mobiliser des affectations financières supplémentaires, d'une part, et à introduire des dispositions fiscales et autres dispositions, notamment en ce qui concerne les mesures préventives liées au commerce extérieur, selon les explications du ministre. Concernant les affectations budgétaires supplémentaires, il s'agit d'augmenter les autorisations de programmes de 500 milliards de DA par rapport à la loi de finances 2018. Le montant consacré à cet effet est de 2 770.51 milliards de DA (soit une augmentation de 22% par rapport à la loi de finances 2018).

Avec l'augmentation des autorisations de programmes supplémentaires, les réserves des dépenses imprévues dans la loi de finances s'élève à 670,11 milliards de DA.

L. M.

Objectif : rétablir l'image de la capitale

## Plus d'hôtels pour attirer les touristes ?

**L**a capitale se dote de nouvelles infrastructures hôtelières. En prévision de l'actuelle saison estivale, huit nouveaux établissements hôteliers d'une capacité de 3 000 lits devraient entrer en service pour parer au manque flagrant d'hôtels.

Même si la wilaya d'Alger connaît une grande dynamique en termes de projets hôteliers pour encourager le tourisme et promouvoir la capitale en un pôle touristique par excellence, cette augmentation des infrastructures ne suffit pas à elle seule à relancer le secteur du tourisme.

Il est important de consolider la formation dans les différentes spécialités et métiers afin d'améliorer les prestations et qualité de service au niveau des hôtels et de s'adapter aux progrès enregistrés dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme. Aussi, il faut mettre en place des mesures incitatives, notamment en ce qui concerne les tarifs promotionnels pratiqués au profit des touristes tout au long de la saison touristique.

S'agissant des nouvelles structures hôtelières dont la réception coïncide avec la saison estivale, elles permettront de fournir 3 000 lits, élevant ainsi la capacité d'accueil dans la wilaya d'Alger de près de 23 000 lits à 26 000 lits, dès leur entrée en service.

Elles sont réparties à travers les communes de Hydra, Ben Aknoun, Draria, les Eucalyptus et Dar El Beida. Selon le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Noureddine Mansour, la capacité d'accueil de ces structures hôtelières augmentera durant les trois années à venir à près de 30 000 lits, si les délais de réalisation sont respectés.

Il a précisé, à ce propos, que les services de la direction du tourisme de la wilaya d'Alger effectuaient des visites d'inspection pour évaluer le taux d'avancement des travaux. 150 projets sont enregistrés dans la wilaya, dont 82 lancés effectivement avec des taux de travaux avancés, a indiqué le directeur du Tourisme et de l'Artisanat qui a ajouté que ces projets fourniront

16 507 lits et 9 448 postes de travail. 12 établissements hôteliers entreront en service fin 2018 et les autres fin 2019.

Outre les projets en cours de réalisation et de réception, les travaux de réhabilitation et de réfection des établissements hôteliers publics de Sidi Fredj et Zéralda seront achevés vers fin 2018 début 2019, au plus tard. De plus, les travaux de rénovation du centre de thalassothérapie sont prévus fin août prochain.

Pour ce qui est de l'hôtel Essafir et Albert I<sup>er</sup>, les travaux ont accusé un retard en raison de problèmes techniques, a expliqué le responsable. Il a précisé que 67 plages autorisées à la baignade ont été ouvertes au niveau de la wilaya d'Alger, dotées de tous les moyens et équipements tout en garantissant la gratuité de l'accès pour faire de cette saison estivale une réussite. Deux autres plages seront rouvertes, en l'occurrence Palm Beach et la plage Bleu (Zéralda). Dans le cadre des mesures visant l'amélioration

des conditions d'accueil des estivants, toutes les mesures ont été prises pour assurer les moyens nécessaires, dont la mise en place de tous les équipements nécessaires à l'instar des centres de sécurité, les parcs automobiles, l'eau potable, les vestiaires et les douches, a-t-il affirmé.

Un rapport de la wilaya a fait état de l'ouverture de quatre nouveaux établissements hôteliers à Alger, durant l'année 2017, portant ainsi leur nombre total à 182, avec une capacité d'hébergement de 20 924 lits et offrant 11 743 postes de travail dans les spécialités hôtelières, tandis que le nombre des agences de tourisme et de voyages a atteint 669 agences en 2017, offrant 2 700 postes de travail au profit des jeunes.

En outre, 295 agences de tourisme et de voyages ont subi différentes opérations d'inspection qui se sont soldées par 152 mesures, des mises en demeure, des convocations et des propositions de fermeture.

Louiza Ait Ramdane

Près de 200 jeunes attendus mardi prochain

# Concours de solutions innovantes à Alger

Plus de 200 jeunes porteurs d'idées innovantes issus de toutes les régions du pays et de la communauté algérienne établie à l'étranger, en plus de dix startups, participeront les 26 et 27 juin au niveau de «Dounia Parc» à Alger à un «hackathon» (concours de solutions innovantes) et à une «startup compétition», ont indiqué les organisateurs.

Par Hanane D.

«Le hackathon et la startup compétition, faisant partie du projet "Smart City" et de la Conférence internationale des villes intelligentes, auront lieu en parallèle avec la tenue du sommet international à Alger, avec la participation de centaines de jeunes qui vont concourir dans le développement d'idées innovantes en rela-

Mis en service par le ministre de l'Intérieur il y a cinq mois à Béjaïa  
**Le réseau de gaz de ville de Kerrata n'est pas encore opérationnel**

LA MISE en service du réseau de distribution de gaz naturel en faveur de 3 500 foyers dans la commune de Kherrata avait été effectuée par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales il y a cinq mois n'est toujours opérationnelle. Le ministre avait mis en service le réseau et raccordé symboliquement deux foyers à la cité 8 Mai 1945 au village agricole et les autres foyers devaient suivre dans la semaine et les quelques semaines d'après. Seulement les habitants sont surpris de voir les choses s'éterniser depuis et que les compteurs n'ont pas été installés à ce jour en dépit des demandes formulées auprès à la Sonelgaz et les installations des réseaux de pénétration réalisés comme exigés. «Le ministre de l'Intérieur avait, lors d'une grandiose cérémonie en présence des habitants, mis en service le réseau de distribution de gaz de ville il y a cinq mois mais depuis nous attendons le raccordement de nos foyers au réseau de gaz de ville et nous ignorons pourquoi la Sonelgaz n'a pas encore fait son travail», se sont plaints les habitants de cette localité qui interpellent sur radio Soummam, le wali afin de débloquer les choses, dénonçant ce qu'ils qualifient "d'arnaque".

H. C.

Accidents de la circulation  
**42 morts et plus de 2 000 blessés en une semaine**

QUARANTE-DEUX personnes ont trouvé la mort et 2 029 autres ont été blessées dans des accidents survenus du 10 au 16 juin en cours dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi mardi par les services de la Protection civile. La wilaya de Batna déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 5 personnes, alors que 64 autres ont été blessées.

M. L.

tion avec la smart city (assainissement d'eau, trafic routier énergie etc.)», a affirmé l'un des organisateurs de ces compétitions, Assia Zemir, dans une déclaration à l'APS. Les deux finales du hackathon et de la startup compétition, organisées par la wilaya d'Alger en collaboration avec l'Ecole nationale supérieure de l'informatique, auront lieu le 28 juin courant (deuxième jour du Sommet international des villes intelligentes) au niveau du Centre international de conférences (CIC), a ajouté Mme Zemir, également représentante du Club scientifique de l'Ecole nationale supérieure de l'informatique. Le Sommet internationale des villes intelligentes (prévu les 27 et 28 juin courant), unique en son genre en Algérie et dans les pays émergents, verra aussi la participation de 150 experts internationaux, incluant des sommités mondiales en technologie, finance, industrie et autres.

De nombreuses métropoles comme Paris, Séoul, Caracas, Kigali, San Francisco, Vancouver ou encore Londres, seront représentées par leurs décideurs et feront le déplacement à Alger pour ouvrir de potentielles voies de collaboration. Les institutions et organisations internationales telles que



la Nasa, le Forum économique mondial, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale, les Nations unies, ou

encore les institutions universitaires, telles que le MIT ou l'Université de Toronto, ainsi que des acteurs technologiques de

la Silicon Valley et d'autres hubs technologiques, se joindront également à ce sommet.

H. D./APS

Promotion du tourisme dans la capitale

## Lancement de l'application numérique «Guide d'Alger»

Une application numérique appelée «Guide d'Alger», rentrant dans le cadre de la promotion du tourisme dans la capitale, sera lancée au courant de cette semaine, à l'occasion de la tenue du Sommet international des «Smart Cities» (villes intelligentes), prévu les 27 et 28 juin, a annoncé mardi la responsable des investissements des projets «Alger smart-ville et startups», Fatiha Slimani.

«Cette application numérique "Guide d'Alger", première du genre dans la capitale, va permettre aux touristes et aux visiteurs locaux d'avoir des informations en temps réels et de localiser tous les lieux que renferme la capitale, y compris les hôtels, les restaurants, les jardins, les musées et même les différentes ruelles d'Alger», a précisé à l'APS M<sup>me</sup> Slimani, lors d'une rencontre avec les représentants des secteurs participant à la préparation du Sommet, dont des universités

à vocation technologique.

Le jeune concepteur de cette application numérique, Karim Boukhemikham, a expliqué que cette «application mobile viendra en complément des outils déjà mis en place pour la promotion touristique de la capitale».

«Grâce à cette application l'information deviendra accessible à toute heure et quel que soit le lieu où la personne sera localisée. L'utilisateur bénéficiera en temps voulu d'informations pertinentes et du même coup appréciera la haute qualité du service qui lui sera proposé. La mise en place d'options adaptées à l'utilisateur peut constituer un vecteur supplémentaire de satisfaction pour l'utilisateur», a souligné le créateur de l'application.

Selon M<sup>me</sup> Slimani, également conseillère à la wilaya d'Alger, lorsqu'il a été décidé la tenue du Sommet international des «Smart Cities» à Alger, les services de la wilaya ont

entamé une opération de mise à niveau de tous les secteurs au niveau de la capitale, y compris les secteurs du tourisme et du transport, avec la participation active de représentants des ministères et des différentes structures, à l'instar de l'aéroport d'Alger ou plusieurs distributeurs de change seront mis en place 24h/24 à l'occasion de ce sommet international.

«La participation de jeunes étudiants bénévoles, issus tous de différentes universités à vocation technologique, à l'instar de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole supérieure d'informatique et de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, va apporter un plus à ce sommet», a-t-elle estimé, affirmant à ce sujet, que «ces bénévoles ne sont pas uniquement des trilingues mais peuvent, aussi, par leur formation technique, accompagner les visiteurs étrangers».

H. D.

Coups de routes à Béjaïa

## Le phénomène refait surface après le ramadhan

Après un mois de ramadhan sans actions de protestation citoyenne surtout sans coupures de routes voilà que le phénomène refait surface. Avant-hier des dizaines de citoyens issus du village Bousoumeur relevant la commune Semaoune ont initié une triple action de protestation qui s'est matérialisée par la coupure de la RN 26 à hauteur du village agricole, la RN 75 à hauteur de la station-service située près de l'intersection débouchant

sur Amizour au niveau de Timezrit et obstrué la voie ferrée pour protester d'abord contre l'état de dégradation avancé de la route du village et exiger son revêtement. Ces derniers ont relevé le fait que des engagements ont été donnés par les autorités afin d'aménager cette route suite à des actions de protestation antérieures. «Nous avons saisi les autorités et nous avons eu leurs engagements que notre revendication sera prise en

charge mais, depuis rien n'a été fait, d'où notre action de protestation qui est le dernier recours pour se faire entendre», déclarent des manifestants, qui réclament la concrétisation des engagements des autorités ayant classé leur village «sinistré» suite aux dégâts considérables occasionnés par les dernières intempéries. La commission ayant évalué la nature des dégâts n'a pas encore rendu son rapport. Notons que cette coupure de la

voie de communication la plus importante de la région, a provoqué des désagréments aux usagers de la route qui ont fait face ce jour-là à de multiples coupures de routes. Le trafic routier était paralysé sur l'axe et certains usagers n'ont pas caché leur dégoût et leur colère face à ce phénomène qui est devenu une véritable épreuve pour les usagers de la région, surtout pour les routiers qui vivent ces coupures au quotidien.

H. C.

## Industrie

# Yousfi évoque la coopération bilatérale avec l'ambassadeur d'Allemagne

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a reçu, à Alger, l'ambassadeur d'Allemagne, Michael Zenner, avec lequel il a évoqué les aspects de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine industriel, a indiqué le département ministériel dans un communiqué.

Par Assia D.

**A**u cours de cette audience, M. Yousfi a passé en revue avec l'ambassadeur d'Allemagne les relations existantes entre les deux pays et les aspects de la coopération notamment dans le domaine industriel. Selon le texte du communiqué, le ministre a indiqué que les relations entre l'Algérie et l'Allemagne «sont anciennes et couvrent plusieurs domaines industriels», soulignant que le nombre d'entreprises allemandes présentes en Algérie reflète la densité de la coopération entre les deux pays. Grâce à cette coopération, a-t-il dit, l'industrie mécanique et automobile prend son essor, tout en appelant à accroître la production dans ces deux domaines pour répondre aux besoins du marché national et aller vers l'exportation. En outre, le ministre a appelé à concrétiser de nouveaux projets de partenariats pour la production de pièces de rechange et de sous-traitance, a jouté la même source. De même, M. Yousfi a ajouté que les domaines de coopération entre les entreprises des deux pays

sont très vastes et l'Algérie pourrait même constituer une plateforme pour les entreprises allemandes vers le marché africain. Pour sa part, le diplomate allemand a salué l'étroite coopération entre l'Algérie et son pays,

notant que les entreprises allemandes sont fortement présentes en Algérie à travers des projets très encourageants comme Volkswagen, Mercedes Benz et Siemens, a poursuivi la même source.



## Pétrole

## Le Brent à plus de 74 dollars à Londres

**L**es prix du pétrole baissaient en cours d'échanges européens hier, à quelques jours d'un sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dans un contexte d'incertitudes autour de l'offre et de la demande futures. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 74,77 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 57 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour juillet perdait 93 cents à 64,92 dollars. La veille, les prix avaient rebondi, notamment portés par le fait que l'Iran aurait annoncé dimanche compter opposer son droit de veto si le ministre saoudien Khaled al-Faleh proposait d'augmenter les objectifs de production, selon une information de l'agence Bloomberg. Mais selon des sources citées par l'agence, les deux géants pétroliers que sont l'Arabie saoudite et la Russie voudraient proposer

une augmentation modérée, de 300 000 à 600 000 barils par jour. «Le message du marché a été clair : augmenter la production d'au moins un million de barils par jour (mb/j) ou nous ferons grimper les prix», ont commenté les analystes de PVM. Cette hypothèse de 300 000 à 600 000 reste loin des 1,5 million évoqués initialement par la Russie et proposé de nouveau lundi par l'Equateur, à l'Arabie saoudite et à la Russie. Si plusieurs analystes jugent une telle hausse peu vraisemblable, «l'apparition d'un conflit est assez probable», ont résumé les analystes de Commerzbank alors que les ministres de l'Opep arrivent à Vienne pour préparer les réunions de vendredi et samedi. L'Iran, le Venezuela et l'Irak restent ainsi opposés à une augmentation de la production, faute d'avoir la capacité de relancer leurs extractions. S'il n'y a pas d'accord entre les quatorze pays de l'Opep et ses dix partenaires, «l'Arabie saoudite, la Russie et les pays du Golfe pourraient décider unilatéralement d'augmenter leur production», ont

souligné les analystes de Commerzbank. «Cependant, cela signifierait de facto mettre fin prématurément à l'accord de limitation de la production (prévu jusqu'à fin 2018,) et nuirait également à la capacité d'action de l'Opep. Reste à voir si l'Arabie saoudite est prête à prendre ce risque», ont-ils poursuivi. La baisse des prix s'expliquait également par les inquiétudes autour des répercussions de la nouvelle escalade des tensions commerciales entre Washington et Pékin sur la demande mondiale de brut. Alors qu'une amélioration de la conjoncture mondiale était considérée comme acquise, «des nuages s'amoncellent et les prévisions relativement positives pourraient devoir être ajustées à la baisse», ont souligné les analystes de PVM. Pékin a ainsi promis hier des «représailles» après des menaces de la veille de Donald Trump d'imposer de nouvelles taxes à un niveau inédit sur les produits chinois importés.

Faiza O./Agences

## Changes

## L'euro en baisse face au dollar

**L**euro baissait hier face au dollar, alors que deux événements attiraient l'essentiel des regards des investisseurs : les tensions politiques en Allemagne autour de la question des réfugiés et l'escalade entre les Etats-Unis et la Chine. Dans la matinée, le monnaie unique européenne valait 1,1560 dollar contre 1,1623 dollar lundi soir. La devise européenne baissait face à la monnaie nipponne à 126,95 yens, contre 128,49 yens lundi soir. Le dollar reculait lui aussi face à la devise japonaise à 109,82 yens, contre 110,55 yens la veille. Alors que la monnaie unique était restée stable lors des échanges asiatiques, elle s'est inscrite en baisse à l'ouverture européenne. «L'euro est encore freiné par les inquiétudes autour de la coalition allemande», ont expliqué les analystes de Sucden. La droite allemande a imposé lundi à la chancelière Angela Merkel un ultimatum de deux semaines pour une solution européenne au défi migratoire, faute de quoi le pays fermerait ses frontières, une option d'ores et déjà rejetée par la chancelière. Par ailleurs, la monnaie unique a accentué ses pertes lors d'une conférence de

Mario Draghi à Sintra au Portugal. Le président de la Banque centrale européenne (BCE) a notamment expliqué que l'institution devait être patiente pour décider du calendrier de sa première hausse des taux d'intérêt depuis des années. La semaine dernière, à l'issue de sa réunion, la BCE a indiqué que les taux d'intérêt resteraient inchangés au moins jusqu'à l'été 2019, faisant chuter la devise européenne. Une hausse des taux rend l'euro plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes. Les cambistes avaient également les yeux rivés sur l'escalade entre Pékin et

Washington et ses potentiels effets sur la croissance mondiale. Le président américain Donald Trump a menacé lundi soir de taxer 200 milliards de dollars d'importations supplémentaires pour compenser, selon lui, le vol de technologies et de propriété intellectuelle américaines. «Si les Etats-Unis perdent le sens commun et publient une liste (de produits visés), la Chine se verra dans l'obligation d'adopter une combinaison de mesures quantitatives et qualitatives en forme de représailles énergiques», a mis en garde le ministère chinois du Commerce hier. Conséquence, la majorité des devises «ont été

sous pression ces dernières 24 heures face au yen qui fait office de valeur refuge pour les investisseurs», a expliqué Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities. Concernant la livre britannique, celle-ci a touché un plus bas en sept mois face au dollar, à 1,3177 dollar vers 08h45 GMT, contre 1,3245 lundi soir, au lendemain d'un vote des Lords. Ceux-ci ont infligé lundi une nouvelle défaite à la Première ministre Theresa May en adoptant à une large majorité un amendement offrant au Parlement un droit de veto sur l'accord final de Brexit. Dans la

matinée, l'once d'or valait 1 280,38 dollars, contre 1 278,31 dollars lundi soir. Au début de la séance asiatique, elle est brièvement tombée à 1273,00 dollars, son plus bas niveau de l'année. La monnaie chinoise valait 6,4750 yuans pour un dollar après avoir touché une demi-heure plus tôt 6,4790 yuans pour un dollar, son plus bas niveau depuis janvier. Elle valait 6,4387 vendredi à 15h30 GMT. La monnaie chinoise ne s'échangeait pas lundi, en raison d'un jour férié. Le bitcoin valait 6.702,21 dollars, contre 6.727,55 dollars lundi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg. D. H.

## Investissements

## La Chine publiera une nouvelle liste négative pour les étrangers

**L**a Chine a achevé la révision d'une nouvelle «liste négative» concernant l'accès des investissements étrangers au marché chinois, et la rendra publique prochainement, ont rapporté des médias. Les restrictions sur l'énergie, les ressources, les infrastructures, les transports, la circulation commerciale et les services professionnels seront levées ou atténuées dans la prochaine liste, selon le rapport. Le pays a déjà annoncé des mesures pour libéraliser davantage les secteurs de la finance et de

l'automobile. La nouvelle liste négative aura deux sections, l'une pour une mise en application à l'échelle nationale et l'autre portant sur les zones pilotes de libre-échange. Outre les mesures d'ouverture en 2018, la nouvelle liste négative dévoilera davantage de mesures pour les années à venir, et une période de transition est prévue pour certaines industries. Le Conseil des Affaires d'Etat a décidé, lors d'une réunion exécutive présidée par le Premier ministre Li Keqiang le 31 mai, que la liste négative sur l'accès

des investissements étrangers au marché chinois serait révisée et publiée avant le 1<sup>er</sup> juillet. La Chine a adopté une série de mesures visant à élargir considérablement l'accès au marché depuis début 2018, année marquant le 40<sup>e</sup> anniversaire de la politique de réforme et d'ouverture du pays. Les investissements étrangers en Chine ont battu un nouveau record de 877,56 milliards de yuans (136,72 milliards de dollars) en 2017, en hausse de 7,9% sur un an.

R. E.

Saison estivale 2018

# Boumerdès «fin prête» pour l'accueil de plus de 15 millions d'estivants

■ La wilaya de Boumerdès a achevé la mise en place de toutes les mesures nécessaires pour réussir une «bonne saison estivale» ciblant, pour cette année 2018, un flux de pas moins de 15 millions d'estivants et visiteurs, a indiqué avant-hier Abderrahmane Madani Fouatih, wali de Boumerdès.

Par Radia T.

«**L**a wilaya possède toutes les ressources naturelles (plages, forêts, montagnes) nécessaires pour atteindre cet objectif (15 millions de visiteurs)», a-t-il estimé assurant que «tout est fin prêt» pour garantir le meilleur accueil possible aux visiteurs de Boumerdès, selon un dispositif mis en application de façon précoce, pour cette saison estivale

## Investissement agricole à Adrar Fellahs et jeunes réclament la régularisation des dossiers

**DES GROUPES** de fellahs et de jeunes postulants à l'investissement agricole dans la wilaya d'Adrar ont observé, lundi, un mouvement de protestation devant le siège de la Direction des services agricoles (DSA) pour réclamer la «régularisation» de leurs dossiers d'investissement agricole. Les protestataires ont soulevé une série de préoccupations appelant notamment à «aplanir les obstacles» entravant les jeunes demandeurs de bénéficiaire d'un investissement agricole, à «lever le gel» sur les opérations d'électrification de certains périmètres agricoles et de «régulariser» les dossiers déposés au niveau de la Direction des services agricoles (DSA) portant investissement dans les grandes surfaces et d'«assainir» les projets d'investissement agricoles «irréalisés jusqu'ici». Concernant ces revendications, le Directeur des services agricoles par Intérim, Mohamed Bouziane, a indiqué à l'APS que «la DSA n'a reçu aucune plainte fondée concernant les préoccupations soulevées», soulignant que «les canaux de dialogue demeurent ouverts». S'agissant de l'électrification des périmètres agricoles, le même responsable a fait savoir que «le secteur œuvre, en coordination avec l'entreprise Sonelgaz, à raccorder ces surfaces après la levée du gel en fonction des priorités accordées aux fellahs ayant véritablement entamé l'exploitation de leurs périmètres». Concernant la régularisation des dossiers d'investissement agricole, le DSA a signalé que «l'opération d'attribution des terres agricoles est du ressort de la commission concernée de la wilaya, et ne relève point des prérogatives de la Direction des services agricoles».

Zakaria A.

2018, prévue au lancement le 21 courant. Parmi les mesures mises en place à ce titre, le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Abidi El Querdi a signalé une augmentation du nombre de plages autorisées à la baignade, porté, pour la première fois, à 47 cette année, sur un total de 61 existantes sur un littoral de plus de 100 km. Il s'agit également, a-t-il ajouté, de l'installation au niveau des plages, de points médicaux mobiles relevant de la direction locale de la santé, parallèlement à l'aménagement et le nettoyage des plages autorisées à la baignade, en collaboration avec les communes côtières concernées en vue de leur permettre d'avoir des revenus supplémentaires, tout en mettant un terme à l'exploitation illégale de ces espaces. Le même dispositif a prévu l'aménagement d'accès aux plages et leur dotation en panneaux signalétiques et autres panneaux publicitaires, tout en garantissant l'éclairage public à leur niveau, ainsi que des routes y attenantes, des parkings pour les véhicules et l'aménagement des aires destinées à la vente, des douches et de salles d'eau, et autres commodités nécessaires au bien être des estivants. Des points mobiles ont été, éga-



lement, mis à la disposition des agents de l'entreprise de nettoyage «Medi-Net», en vue de veiller à la propreté des plages. Au volet hébergement, la wilaya compte 20 structures hôtelières d'une capacité globale de 3 200 lits, en plus de 5 000 lits assurés par les camps de vacances de la région, et 46 établissements éducatifs et centres de formation. Outre ces moyens mobilisés sur le terrain, un concours «Top Summer» de la meilleure plage de la wilaya a été lancé, cette année, au niveau de la wilaya. Le wali de Boumerdès a annoncé un prix de 10 millions de da pour la plage lauréate de ce concours, visant à «inciter à la

préservation et à l'entretien de ces espaces touristiques importants». A noter que des campagnes d'aménagement et de nettoyage sont toujours en cours, notamment sur un tronçon de 6 km de la route du littoral RN24, longeant les frontières de la wilaya du Nord à l'Est, sur 90 km.

Selon le bilan de la saison estivale 2017, présenté à l'occasion, par le directeur de la Protection civile Ahmed Hamdi, la wilaya de Boumerdès a accueilli 13,5 millions d'estivants, l'année dernière, un flux en hausse comparativement aux saisons précédentes, durant lesquelles

elle accueillait entre 10 à 11 millions estivants. Par ailleurs, le même responsable a fait part de 15 645 interventions réalisées, à la même période, par les agents de la Protection civile, au cours desquelles près de 1 615 personnes ont été sauvées de la noyade et plus de 2 594 autres assistées sur place, au moment où 414 ont été transférées vers des centres de soin. La saison estivale 2017 a vu l'enregistrement du décès de 10 personnes par noyade, au niveau de plages interdites à la baignade et 12 autres sur des plages autorisées.

R. T.

Dans le cadre du Plan bleu

## Un programme de vacances pour plus de 120 000 jeunes Sétifiens

**L**a Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Sétif a concocté un programme pour la prise en charge des vacances estivales de plus de 120 000 jeunes, a indiqué avant-hier le directeur local du secteur, Aziz Tahir. Ce dernier a précisé que ce programme a été élaboré par la Ligue des activités en plein air de loisirs et échanges de jeunes, la wilaya de Sétif en collaboration avec l'Office des établissements de jeunes (Odej), le mouvement associatif local et autres institutions versées dans le domaine des jeunes, dans le cadre des efforts de prise en charge des attentes de cette catégorie de la société en matière de distraction et

d'animation. Ce programme, décidé dans le cadre du plan bleu arrêté par le ministère de tutelle, comprend des excursions autour des plages, la mise en place de piscine hors sol à travers les communes, des campings et plusieurs programmes d'animation de sensibilisation et de prévention au profit des jeunes, a précisé le même responsable. Ce programme qui s'étalera du 10 juillet au 31 août prochains sera ponctué, entre autres, par des excursions vers les plages de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, Boumerdès au profit de 20 000 jeunes et des campings à El Tarf pour 400 enfants qui seront organisés sur deux sessions. Des piscines hors sol seront dres-

sées à travers 30 établissements de jeunes situés dans les communes enclavées, notamment pour permettre à l'enfant de moins de 12 ans de s'initier à la natation, a fait savoir le même responsable, précisant que plus de 100 000 adhérents aux établissements de jeunes bénéficieront de cette activité devant être lancée à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Des activités culturelles et de distractions comprenant des shows audiovisuels et autres pièces théâtrales, des soirées et concours scientifiques et des caravanes d'information et de sensibilisation sont au menu de ce programme estival, a ajouté le même responsable.

Souad B.

Université d'Oran1

## Formation prochaine de 30 enseignants à la gestion-conseil appliquée

**L**i université d'Oran 1 «Ahmed-Benbella» s'apprête à former 30 enseignants à la gestion-conseil appliquée pour le lancement du développement d'entreprise, a-t-on appris de cet établissement d'enseignement supérieur. Cette formation organisée en collaboration avec le centre canadien d'excellence en entrepreneuriat «SAJE-Montréal», sera lancée en

octobre prochain, pour l'année universitaire 2018-2019 et encadrée par des experts du Canada, selon un communiqué de l'université d'Oran1. Cette opération permettra à l'université d'Oran1 de se doter d'un groupe de cadres formateurs en mesure de faire du coaching, du suivi et de l'accompagnement en gestion des processus de lancement d'entreprises pour ses étudiants et doc-

torants, ses chercheurs et ses laboratoires de recherche, a-t-on souligné. Lors d'une rencontre tenue entre le directeur de l'université d'Oran, Abdelbaki Benziane et le directeur général du SAJE-Montréal, Benariba Abderrahmane, les deux parties ont abordé les projets contenus dans la convention paraphée en avril 2018. Il s'agit de la mise en place à long terme d'un système

de formation à distance basé sur le nouveau concept de la plateforme entrepreneuriale développée par le centre «SAJE-Montréal» (incubateur virtuel) et le lancement d'un institut de l'entrepreneuriat à l'université d'Oran 1 portant une formation en master en gestion-conseil dans le domaine de la création d'entreprise.

Wahiba H.

Tiaret

# Des crédits Badr de plus de 5,6 milliards DA

■ Le groupe régional d'exploitation de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) de Tiaret a accordé des crédits d'une valeur de 5,6 milliards DA à la wilaya depuis le début de l'année 2017 jusqu'à la mi-mai 2018, a-t-on appris du directeur du groupe.

Par Lyes B.

Ce groupe a accordé, à travers ses 10 agences implantées au niveau de la wilaya, des crédits de plus de 5,6 milliards DA du début 2017 au 13 mai dernier, pour financer des activités agricoles, a indiqué Mustapha Zoubir. Le montant des crédits accordés pour l'acquisition et le renouvellement du matériel agricole (moissonneuses, tracteurs et accessoires) a atteint 2 milliards DA, celui des crédits subventionnés par l'Etat pour le renouvellement du matériel est de 556,4 millions DA et celui du soutien de l'Etat est de 60 % de la valeur du matériel, soit l'équivalent de plus de 1,1 milliard DA, a-t-on fait savoir, signalant que 192 dossiers ont été financés. Le montant des crédits pour possession du matériel a atteint plus de 1,3 milliard DA et le soutien de l'Etat est de 1 milliard DA, a-t-on ajouté. Plus de 1,4 milliard DA ont été accordés au titre du crédit Ettahadi pour financer 415 fellahs, outre 720 millions DA du crédit classique pour financer 63 dossiers. Dans le cadre du crédit Rfig, la

Badr a accordé plus de 604 millions DA au titre de la saison labours-semailles 2017-2018 pour financer 1 233 dossiers pour l'acquisition de semences et des engrais. Elle a également financé 84 dossiers pour un montant de 611 millions DA dans le cadre du crédit Rfig hors céréales, a-t-on fait savoir. La Badr a également octroyé, dans la wilaya de Tiaret, des crédits de 5,8 millions DA pour financer des constructions rurales et leur réfection au profit de quatre bénéficiaires, en plus de 268 millions DA dans le cadre du crédit d'exploitation où elle a financé 24 dossiers d'exploitation dans diverses filières agricoles. Par ailleurs, le même responsable a indiqué que la Badr a financé 1.366 projets de création de micro-entreprises au titre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) depuis 2012, soit une valeur de 3,6 milliards DA, générant ainsi 3 275 emplois. En outre, elle a financé, durant la même période, 865 dossiers pour la création de micro-entreprises au titre de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) pour un montant global de plus de 1,9 milliard



DA contribuant à la création de 1.869 emplois et 452 dossiers au titre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) totalisant 176 millions DA et générant 430 postes d'emploi. Mustapha Zoubir a souligné que le groupe régional d'exploitation de la Badr de Tiaret a réalisé des résultats probants en 2017 avec

un chiffre d'affaires de 826 millions DA, soit une hausse de 155% par rapport à 2016. Il a annoncé que la BADR ouvrira prochainement, à Ain Dheb, une unité pour se rapprocher des agriculteurs, en plus d'un programme établi permettant l'ouverture d'agences dans les wilayas de Tissemsilt et de

Tiaret. A noter que ce groupe compte 14 agences dont 10 à Tiaret.

L. B./APS

Laghouat

## 12 opérations de développement pour la commune de Gueltat Sidi-Saâd

Au total 12 nouvelles opérations de développement ont été retenues au titre des programmes communaux de développement (PCD-2018) en faveur de la commune de Gueltat Sidi Saâd (Laghouat), pour l'amélioration du cadre de vie de la population, a-t-on appris des responsables de cette collectivité.

Ces opérations, lancées dans différents secteurs, dont l'aménagement du territoire, les ressources en eau, la jeunesse et sports, la santé et les équipements administratifs, portent sur la réalisation de neuf niches pour l'alimentation en électricité des lotissements ruraux, en plus de l'extension du réseau avec installation de lampes économes en énergie au village de Hassiane-Dib, a indiqué le pré-

sident de l'Assemblée populaire communale (P/APC). M. Allel a fait état aussi du lancement de quatre opérations de rénovation des réseaux d'eau potable et d'assainissement au niveau de quartiers et cités de la commune de Gueltat Sidi-Saâd et du village de Oued-Touil, en plus de l'acquisition de pompes immergés. Le secteur de la jeunesse et des sports a bénéficié d'une opération de revêtement en pelouse synthétique d'un stade de proximité ainsi que l'aménagement extérieur du stade communal dans le but de promouvoir la pratique sportive dans la région. La réalisation d'une salle de soins, accompagnée d'un logement de fonction, pour contribuer à l'amélioration des prestations de santé, ainsi que l'équipement du

nouveau siège de l'APC et son raccordement au réseau d'Internet (service de biométrie) pour moderniser le service public, font partie des projets retenus en faveur de la commune. Bien qu'elle ait bénéficié de diverses opérations susceptibles de répondre aux attentes de la population locale, cette dernière soulève d'autres questions liées à la réalisation d'une piscine pour les jeunes de la commune et la prise en charge de l'électrification rurale et agricole dans certaines zones enclavées, a signalé le P/APC. La commune de Gueltat Sidi-Saâd a bénéficié dernièrement de plusieurs structures, dont une unité d'hémodialyse, et l'inscription d'une zone d'activités et d'un complexe de loisirs.

Hocine A.

Tébessa

## Réhabilitation prochaine des réseaux d'assainissement et d'AEP à Mizraa

Une enveloppe financière de près de 37 millions de dinars a été allouée dans la commune de Mizraa, distante de 65 km au sud-ouest de Tébessa pour la réhabilitation des réseaux d'assainissement et les conduites d'eau potable, a indiqué le président de l'Assemblée communale (APC) de cette collectivité, Ahmed Bouzida. Le même responsable a affirmé que cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des projets du plan communal de développement (PCD) pour l'année 2018, vise à améliorer

l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de cette commune à travers le renouvellement et l'extension de l'ancien réseau AEP, ainsi que la rénovation du réseau d'assainissement. Cet investissement a été divisé en trois opérations, avec la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable dans la zone rurale Ouled Zaid, sur une distance de 4 km, pour un montant de l'ordre de 10 millions de dinars, a-t-il détaillé. La deuxième opération concerne le raccordement au réseau AEP des habi-

tants de la région Draa Arbia, dans la même commune dans un projet ayant nécessité la mobilisation de 15 millions de dinars, a encore ajouté M. Bouzida alors que la troisième opération concerne la réhabilitation du réseau d'assainissement au centre de Mizraa pour un investissement estimé à 12 millions de dinars. Sur un autre registre, le Président d'APC de Mizraa a indiqué que le secteur de l'éducation dans cette collectivité locale a bénéficié d'un projet de réalisation de deux classes supplémen-

taires à l'école primaire Mohamed Bouzaida, afin d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves au niveau de cet établissement scolaire, rappelant que 7 millions DA ont été alloués à cette opération. A noter que la commune de Mazraa a bénéficié de 44 millions DA dans le cadre des PCD 2018, destiné à la réalisation et le soutien de projets de développement dans cette région, et ambitionnant l'amélioration des conditions du cadre de vie des habitants de cette collectivité.

A. O.

## El Bayadh 700 ha de terres réservées aux jeunes chômeurs pour l'investissement agricole

QUELQUE 700 hectares de terres agricoles dans la wilaya d'El Bayadh sont réservées aux jeunes chômeurs, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA). Saad Houar a indiqué que cette superficie agricole est répartie à travers des communes de la wilaya dont 100 ha à Chellala, 200 ha à Ain Laarek, 175 ha à Boualem et 70 ha à El Bnou. Les autorités locales visent à encourager des jeunes de la wilaya à investir dans le domaine agricole pour relancer le développement local et créer des emplois, a souligné le DSA, invitant les jeunes intéressés à déposer leurs demandes au niveau des communes de résidence avant le 30 juin. Chaque postulant a droit à une parcelle de 5 ha, a-t-il fait savoir, signalant que l'opération d'étude des dossiers sera lancée au niveau des comités de dairas. Les futurs bénéficiaires peuvent aussi prétendre à d'autres avantages dont le raccordement au réseau d'électrification rurale, le fonçage de puits et l'ouverture de pistes, en plus du crédit «Ettahadi» assuré par la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) d'une valeur d'un million DA par hectare. La direction des services agricoles de la wilaya aspire en encourageant les jeunes chômeurs à l'investissement agricole à augmenter la surface agricole utile du territoire estimée actuellement à 76 000 ha, a-t-on souli-

R. R.



Amplification de la contestation au Maroc

# «Le gouvernement a bel et bien montré ses limites»

■ Le gouvernement marocain a «bel et bien montré ses limites dans la gestion des mouvements sociaux nés au Maroc», a dénoncé la directrice de rédaction du journal «Maroc Diplomatique», Souad Mekkaoui, soulignant que «la crédibilité des ministres s'effrite face à la grogne d'une population qui "voit rouge"».



Par Sara H.

Dans une tribune virulente publiée dans la dernière livraison de ce mensuel, Souad Mekkaoui a fait état d'un «ras-le-bol social d'un pays qui s'est endetté jusqu'au cou, d'une classe moyenne écrasée par les charges de la vie quotidienne, au moment où une élite minoritaire

s'enrichit chaque jour encore plus». La responsable du journal a été très critique, sur les colonnes de cette publication, vis-à-vis du gouvernement, pointant du doigt sa «fragilité» et son «incapacité» à résoudre les problèmes des Marocains. Tout en soutenant que «la population marocaine est déterminée à arracher ses droits, en faisant des réseaux sociaux la tribune redou-

table des sans voix», elle a déploré que «les membres du gouvernement font abstraction de l'intérêt général». Evoquant l'ampleur qu'ont pris ces mouvements sociaux au Royaume, notamment celui appelant au boycott des produits chers, l'auteure a relevé que «cette ébullition a donné naissance à une gauche virtuelle» au Maroc. La campagne de boycott des produits

locaux, lancée depuis le 20 avril dernier, est une première au Maroc et dévoile «les failles d'un Exécutif puéril et mou», a-t-elle mentionné. Cette campagne a montré que «la communication et le dialogue ne constituent pas le fort de nos politiques. Au contraire, c'est à croire qu'ils rivalisent dans la provocation du peuple qu'ils insultent et dénigrent», appuie-t-elle. Dans ce contexte, Souad Mekkaoui est formelle que «l'Exécutif (marocain) a bel et bien montré ses limites», évoquant «un Chef du gouvernement effacé» et des ministres ayant perdu leur «crédibilité». «Si l'Exécutif est désigné pour décider du bien des citoyens, on a l'impression que les membres du gouvernement font abstraction de l'intérêt général. D'ailleurs, qui est responsable des inégalités sociales ? De la dégradation du niveau de vie des Marocains ? Du coût de la vie de plus en plus inaccessible et des prix excessifs sous l'emprise de mafias de lobbying de la surenchère ? Qui protège les lobbies ? Qui est derrière les tarifs insurmontables des factures d'eau, d'électricité et d'impôts qui écrasent le peuple?», s'est-elle interrogée par ailleurs tout en dénonçant des «ministres qui font montre du degré zéro de gouvernance». Connue au Maroc pour son engagement et son opposition pour tous genres d'abus, l'auteu-

re de «Femmes au purgatoire», a considéré que l'adhésion en masse au mouvement du boycott des produits locaux a révélé que «la société marocaine n'est plus ce qu'elle était». Face à cette grogne populaire, elle a recommandé des solutions urgentes pour arrêter cette crise qu'elle a qualifiée d'«inévitée». Elle a insisté, en outre, sur une «mise à niveau politique», appelant le roi Mohammed VI à intervenir pour répondre aux attentes de ce mouvement spontané de «citoyens contre l'Etat» et non de «consommateurs contre entreprises».

## Plus de 240 000 enfants exercent un travail en 2017

Un total de 247 000 enfants sur les 7 millions âgés de 7 à 17 ans au Maroc exerçaient un travail en 2017, rapporte la presse locale, citant les statistiques du Haut Commissariat au Plan (HCP). «Dans ce lot, figurent 162 000 qui exercent un travail dangereux», précise la même source, soulignant que «les enfants astreints à ce type de travail sont à 76,3% ruraux, 81% masculins et à 73% âgés de 15 à 17 ans». Quatre régions abritent 70% des enfants astreints à ce type de travail. «La région de Casablanca-Settat vient en tête avec un quart de l'effectif (25,3%), suivie de Marrakech-Safi (20,3%), Rabat-Salé-Kénitra (12,7%) et Fès-Meknès avec 11,7%», a-t-on indiqué. Seuls 10,6% des enfants exerçant un travail dangereux sont en cours de scolarisation, alors que 81,4% ont quitté l'école, selon la même source qui ajoute que le reste ne l'a jamais fréquentée. S. H./ APS

Droits de l'Homme au Sahara occidental

## Le Bureau du Haut-Commissaire des Nations unies prêt à envoyer une mission

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Zeid Al Hussein, a fait état de la disposition de son bureau à suivre «de nouveau et le plus tôt possible» la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental à travers l'envoi d'une mission technique et la présentation d'un rapport aux parties compétentes et concernées par la cause sahraouie, et ce, conformément à la dernière résolution pertinente du Conseil de sécurité. Dans un rapport adressé aux travaux de la 38<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, ouverts lundi à Genève (Suisse), le Haut-Commissaire des Nations unies aux

droits de l'Homme s'est félicité de la résolution 2414, adoptée récemment par le Conseil de sécurité concernant le Sahara occidental, «encourageant fortement» le renforcement de la coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme relevant des Nations unies et ses mécanismes. A noter qu'un grand nombre d'organisations internationales des droits de l'Homme appellent constamment, depuis 2015, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme à lever la confidentialité sur les rapports relatifs aux visites de sa mission technique au Sahara occidental entre 2015 et 2016, «et qui relève, sans aucun doute, les violations et les

atteintes aux droits de l'Homme perpétrées systématiquement par les services militaires et sécuritaires marocains contre les civils sahraouis, notamment les militants des droits de l'Homme et les journalistes», selon des médias sahraouis. Le Conseil des droits de l'Homme examine, lors de cette 38<sup>e</sup> session ordinaire, qui se poursuivra jusqu'au 6 juillet prochain, la situation des droits de l'Homme dans nombre de pays, dont le Myanmar, la Palestine, la Syrie et le Yémen. La session portera, en outre, sur un nombre de questions dont les droits de la femme et de l'enfant, la discrimination raciale et le trafic des êtres humains. A. O.

Libye

## 5 migrants morts, 117 secourus dans un naufrage en Méditerranée

Cinq cadavres de migrants, trois femmes et deux petits garçons, ont été repêchés et plus d'une centaine de personnes secourues après le naufrage lundi de leur embarcation au large de la Libye, a indiqué à la presse un officier de la marine militaire libyenne.

Les migrants étaient sur un canot pneumatique qui était «sur le point de couler à environ 8 milles marins au large d'Abou Kammache», près de la frontière tuniso-libyenne, quand une patrouille de la marine

est arrivée, a déclaré l'officier, Rami Ghommeidh. «Cinq migrants ont été retrouvés morts à l'arrivée de la patrouille alors que les 117 autres personnes qui se trouvaient à bord du canot, dont des femmes et des enfants, ont pu être secourues et conduites dans la capitale libyenne», a ajouté l'officier.

Un des rescapés arrivés à Tripoli a affirmé qu'un bateau italien qui était à proximité avait refusé de les secourir. «Quand nous sommes rapprochés des secours ita-

liens, ceux-ci n'ont pas accepté de nous secourir alors on est resté sur place pour attendre les secours libyens», a-t-il raconté. «En tentant de monter dans le bateau de sauvetage, trois femmes et deux petits garçons sont tombés à l'eau et se sont noyés. Tout le monde voulait grimper vite à bord du bateau parce que l'eau remplissait le canot», a-t-il ajouté. La Libye est un pays de destination et de transit vers les côtes européennes pour des milliers de migrants africains. R. M.

## Tunisie Le Chef du gouvernement à Sousse pour rencontrer Abir Moussi

LE CHEF du gouvernement, Youssef Chahed, s'est rendu à Sousse pour renforcer sa position au sein du gouvernement, selon le journal «Alchourouk». Le Chef du gouvernement a rencontré des hommes d'affaires influents dans la région, et s'est entretenu avec la présidente du parti destourien libre, Abir Moussi, qui annoncera son soutien à l'actuel gouvernement. Selon la même source, cette visite à Sousse intervient à la suite du limogeage du ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahmi, qui est originaire de Sousse ; limogeage fortement dénoncé par les habitants de la région. Agences





## Yémen

# Les forces progouvernementales pénètrent dans l'aéroport de Hodeida

■ Les forces progouvernementales yéménites ont pénétré, hier, au milieu d'intenses combats, dans l'aéroport de Hodeida, au septième jour d'une offensive contre les rebelles Houthis, qui contrôlent cette ville stratégique de la mer Rouge depuis 2014.

Par Rosa C.

Dans la matinée, des combats intenses ont éclaté autour de l'aéroport, où les forces gouvernementales soutenues par une coalition emmenée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont massé des renforts. «Avec l'aide des forces armées émiraties, la "résistance" yéménite a pénétré dans l'aéroport de Hodeida», a tweeté à la mi-journée l'agence d'État des Emirats. Cette information a été confirmée à l'AFP par une source militaire yéménite. L'opération armée s'est accompagnée d'intenses raids aériens de la coalition, ont indiqué à l'AFP des sources militaires sur place. Aucun bilan des pertes n'a été communiqué pour l'instant. «Les combats sont d'une violence inouïe», a dit par téléphone à l'AFP Ahmed, un résident du secteur. «Ça n'a pas arrêté depuis le

matin», a ajouté ce jeune yéménite. D'après lui, des familles essaient de fuir, mais elles sont contraintes de rebrousser chemin face à l'intensité des combats. Hodeida, grand port sur la mer Rouge, abrite avec sa région quelque 600 000 habitants, suscitant de vives craintes humanitaires dans un pays où la population est déjà exsangue. La ville est le point d'entrée d'une grande partie des importations et de cette aide humanitaire en territoire yéménite, constituant par conséquent un enjeu stratégique. A la faveur de l'offensive lancée le 13 juin avec le soutien de la coalition, les troupes fidèles au président Abd Rabbo Mansour Hadi ont progressé vendredi jusqu'à l'aéroport de Hodeida, à la limite sud de la cité. D'après des habitants joints par l'AFP, les rebelles Houthis ont édifié des tranchées et des monticules de terre dans l'hypothèse de combats urbains, alors que des efforts de médiation

de l'ONU pour éviter un carnage ont jusque-là échoué. La coalition militaire dirigée par Ryad est intervenue au Yémen en mars 2015 pour aider le gouvernement à stopper la progression des Houthis, après la chute de vastes régions dont la capitale Sanaa. L'Arabie saoudite affirme que le port de Hodeida est utilisé par les Houthis pour lancer des missiles et des attaques contre les navires en mer Rouge. Arrivé dimanche à Sanaa, l'émissaire des Nations unies, Martin Griffiths, avait pour mission de faire cesser les combats et d'éviter une nouvelle catastrophe humanitaire dans ce pays en guerre depuis plus de trois ans. Mais il s'est heurté à l'intransigeance des belligérants. Le Premier ministre de l'administration rebelle, Abdel Aziz ben Habtour, a insisté dimanche devant M. Griffiths sur le fait qu'il n'était pas question d'accepter une trêve dans les conditions actuelles. «La paix voulue par le peuple ne se fera pas sur le dos des martyrs (...). Nous répondrons par l'escalade à toute escalade à Hodeida ou ailleurs», a-t-il prévenu. Les Emirats, autre membre important de la coalition, ont exigé lundi un retrait «sans condition» des insurgés de Hodeida pour mettre un terme à l'offensive contre la ville. Face à ce bras de fer, l'émissaire onusien a dit espérer une reprise en juillet des négociations. Lors d'une réunion à huis clos avec les 15 membres du



Conseil de sécurité, M. Griffiths a indiqué que «toutes les parties étaient engagées en faveur d'une relance d'un dialogue politique», ont rapporté à l'AFP des diplomates ayant requis l'anonymat. Les négociations entre le gouvernement yéménite, réfugié dans le sud du pays, et les rebelles Houthis sont interrompues depuis deux ans. «La solution politique reste le seul moyen de mettre un terme au conflit», a souligné devant des médias l'ambassadeur russe adjoint à l'ONU, Dimitri Polyanski, dont le pays préside actuellement le Conseil de sécurité. Il y a actuellement des «opportunités» pour obtenir des concessions, a avancé M. Griffiths, tout en reconnaissant la difficulté supplémentaire engendrée par les combats dans le port de Hodeida. Environ «5 200 familles» ont quitté leur maison, en majorité dans des quartiers au sud de Hodeida, a

indiqué lundi lors de son point presse quotidien le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. «L'impact humanitaire des combats à Hodeida reste limité car la grande bataille n'a pas encore commencé», a précisé au Conseil de sécurité le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, cité par un diplomate. Dans ce conflit qui a fait près de 10 000 morts en plus de trois ans, la bataille de Hodeida est la plus importante depuis une offensive en 2015 qui avait permis aux forces loyalistes de reprendre aux rebelles plusieurs régions du sud dont Aden, deuxième ville du pays où siège aujourd'hui le gouvernement. Des ONG ont exprimé leur inquiétude sur les conséquences de violents combats à Hodeida, dans un pays où la guerre a provoqué la «pire crise humanitaire dans le monde», selon l'ONU. R. C.



## Points chauds

### Limogeage

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait plusieurs mois que l'ambiance au sein de Les Républicains allait en se dégradant, la guerre sourde entre le président du parti de droite et sa vice-présidente prenant une place de plus en plus encombrante. Finalement, Laurent Wauquiez a décidé cette semaine de mettre fin aux fonctions de la vice-présidente déléguée Virginie Calmels, en conflit ouvert avec lui, et a nommé à sa place l'ancien ministre Jean Leonetti. «Après consultation de l'équipe dirigeante, Laurent Wauquiez, président des Républicains, nomme Jean Leonetti, maire d'Antibes et président du conseil national, vice-président délégué des Républicains», a indiqué le parti dans un court communiqué publié dimanche soir et qui ne mentionne pas le nom de Calmels. «La dérive continue dans le jeu personnel n'était plus acceptable», a fait valoir dimanche soir une source dans l'entourage de Wauquiez. Calmels avait réitéré ses critiques dans un entretien accordé dimanche au «Parisien», dans lequel elle jugeait que le président de LR semblait être «uniquement là pour défendre sa propre ligne». Cette décision met un terme à deux semaines de conflit ouvert entre le patron des Républicains, élu en décembre, et sa numéro deux qui l'avait rejoint lors de sa campagne interne. Selon les statuts de LR, elle devra néanmoins recevoir, pour être entérinée, l'approbation du conseil national, sorte de Parlement du parti. Celui-ci doit se réunir le 30 juin à Menton pour un débat consacré à l'Europe. Première adjointe d'Alain Juppé à Bordeaux, représentante de la sensibilité libérale au sein de LR, Virginie Calmels avait rejoint Laurent Wauquiez à l'été 2017, lors de sa campagne pour la présidence du parti. Elle avait récemment critiqué un tract de LR intitulé «Pour que la France reste la France», distribué le week-end dernier lors d'une opération de mobilisation, qu'elle avait jugé «anxiogène». Elle avait évoqué un «dysfonctionnement» au sommet du parti. Par ailleurs, pour un grand nombre de responsables des Républicains, la désormais ex-numéro 2 du parti a grandement manqué de loyauté envers Laurent Wauquiez. Son limogeage n'est donc pas une grande surprise, estiment certains. «Bien sûr il y a différentes sensibilités» au sein de LR, mais il y a aussi «un principe de loyauté et il est d'autant plus fort qu'on appartient à l'équipe dirigeante», a plaidé sur Europe 1 un des vice-présidents du parti, Damien Abad, jugeant que «la décision était inévitable compte tenu de la semaine qu'ils ont vécue». «La droite ne peut pas se permettre des divisions comme elle a connues par le passé [...] Aujourd'hui la refondation prend du temps et on ne peut pas se permettre d'avoir des embûches supplémentaires», a par ailleurs estimé le vice-président. Reste à savoir si ce limogeage facilitera la prise en main de LR par Wauquiez qui a encore du mal à mettre en place une ligne claire satisfaisant tous les cadres du parti. Mais surtout le mouvement de droite se doit d'être prêt à se lancer dans les élections à venir, et notamment le scrutin européen de 2019, pour pouvoir espérer retrouver un semblant d'influence dans une scène politique dominée par La République en Marche, Le France Insoumise et l'ex-Front National, le Rassemblement National. F. M.

## Italie

## Le recensement des Roms, prôné par Salvini, continue à faire des remous

Le recensement des Roms voulu par le ministre italien de l'Intérieur et vice-Premier ministre, Matteo Salvini, homme fort du nouveau gouvernement et patron de la Ligue (extrême droite), continuait hier à faire des remous y compris au sein de son propre camp. L'autre vice-Premier ministre Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème) qui fait partie de la coalition gouvernementale, a ainsi rappelé que le recensement d'une partie de la population sur une base ethnique était contraire à la loi italienne. «Cela me fait plaisir que Salvini ait démenti toute hypothèse de fichage et de recensement des immigrés parce que si une chose est inconstitutionnelle, elle ne peut se faire», a-t-il déclaré lundi soir lors d'une conférence de presse. Matteo Salvini a proposé lundi un recensement de la communauté Rom pour permettre, entre autres, de faciliter les expulsions de ceux de nationalité étrangère en situation irrégulière, puisque selon lui les «Roms italiens, malheureusement, tu dois te les garder à la maison». Ces propos ont soulevé une vague d'indignation dans les rangs de l'opposition et un certain malaise dans les rangs du gouvernement. M. Salvini a toutefois démenti vouloir «ficher» ou

prendre les empreintes digitales des Roms vivant en Italie, assurant qu'il se préoccupait du sort des enfants de cette communauté. «Il n'est pas de notre intention de fichier ou de prendre les empreintes digitales de quiconque, notre objectif est une évaluation de la situation dans les camps de Roms», a-t-il assuré lundi soir. Et d'ajouter sur Twitter : «Certains parlent de "choc", pourquoi ? Je pense seulement à ces pauvres enfants à qui on apprend à voler et l'illégalité». Aucun chiffre officiel n'existe mais selon une association proche de cette communauté, les Roms en Italie seraient entre 120 000 et 180 000, en majorité de nationalité italienne. La presse italienne rapporte hier l'irritation du président du Conseil Giuseppe Conte, qui aurait téléphoné à M. Salvini pour le lui faire savoir, mais le nouveau Chef du gouvernement italien, qui était lundi à Berlin, ne s'est pas publiquement exprimé sur cette affaire. L'opposition de gauche a en revanche tiré à boulets rouges sur la proposition de Matteo Salvini qui lui rappelle les loïs raciales votées pendant la période fasciste dans les années 1930. «L'Italie est retournée en 1938, année du vote de ces lois raciales visant alors les juifs italiens», a ainsi jugé sur Twitter la sénatrice du Parti démocrate (PD,

centre-gauche), Monica Cirinna. Matteo Salvini, 45 ans, occupe quasiment en permanence le devant de la scène politique depuis sa nomination le 1<sup>er</sup> juin au poste-clé de l'Intérieur. Il a ainsi fait la Une de l'actualité la semaine dernière en s'opposant à l'entrée dans un port italien d'un navire humanitaire chargé de 630 migrants. Ce navire, l'Aquarius, est finalement arrivé dimanche en Espagne après une odyssée en Méditerranée de près d'une semaine, du large de la Libye en passant par les eaux maltaises et celles de la Sardaigne. «Beaucoup de propagande et peu d'effet pratique, mais un résultat certain : occuper complètement le débat et l'agenda politique», écrit hier La Repubblica, quotidien proche de la gauche. Avec aussi pour conséquence, selon les médias italiens, d'éclipser chaque jour davantage son allié au gouvernement, le M5S, qui a pourtant remporté presque le double de voix aux élections législatives du 4 mars. Cette omniprésence du ministre de l'Intérieur semble payer électoralement, selon les derniers sondages qui donnent désormais plus de 25% des intentions de vote à la Ligue de Matteo Salvini, contre les 17% de voix obtenus le 4 mars. Surtout, ces sondages donnent le M5S en recul.



## Festival national du théâtre amateur

# Douze troupes au rendez-vous de Mostaganem

■ Une dizaine de troupes venant de différentes régions du pays prennent part à la 51<sup>e</sup> édition du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem. Cet évènement, prévu du douze au dix-sept juillet prochain, sera une occasion pour mettre en valeur la créativité et le talent des jeunes amateurs et leur assurer une rencontre directe avec les professionnels du 4<sup>e</sup> art.

Par Abla Selles

**D**ouze troupes théâtrales, dont huit en compétition officielle, prendront part à la compétition de la 51<sup>e</sup> édition du Festival national du théâtre amateur (FNTA), prévue du 12 au 17 juillet prochain à Mostaganem, a-t-on appris du commissaire de cette manifestation culturelle.

«Un jury, composé de professionnels du 4<sup>e</sup> art, a retenu ces troupes, huit en compétition officielle et quatre dans la catégorie "Out", suite à des sélections régionales qui se sont déroulées respectivement aux Issers (Boumerdès), Mascara, Mila, Laghouat et Bejaïa», a déclaré à la presse Mohamed Nouari, précisant que ces sélections régionales ont vu la participation de 70 troupes voulant composer leur billet pour le Festival de Mostaganem. Dans la catégorie «In», le jury a porté son choix sur la «Coopérative culturelle Atlis» de Sidi Bel-Abbès avec sa pièce «El Aab !!!» (Joue !!!), le «Mouvement théâtral de Koléa» (Tipasa) avec «Iqama jabriya» (Résidence surveillée), l'Association «Carrefour des arts» (Boumerdès) avec «Andi rissala» (J'ai un message), la Coopérative «Arts sans frontières» avec



«Caporal», l'Association «Cri du théâtre» de Skikda avec «Parking».

Toujours dans la catégorie «In», le jury a également sélectionné l'Association culturelle «Numidia» de Bordj Bou-Arreridj avec sa pièce «Nestaw fel heit» (Nous attendons le mur), l'Association «Tafat Nath Abbès» (Béjaïa) avec «Thawssir» et enfin l'Association «Voie des arts» de Laghouat avec «Aswat el hamech» (Voix marginales). Dans la catégorie «Off» (hors catégorie), le choix a été porté sur l'Association

théâtrale de Boudouaou (Boumerdès) avec «Bab Errih» (Porte du vent), l'Association «Triangle» de Guelma avec «Siyadat Ennaïb» (Son excellence le député), l'Association culturelle des arts dramatiques d'Adrar avec «El menfa» (L'exil) et enfin l'Association «Alwan» de Naâma avec «El Oued el Gharbi».

D'autre part, le commissaire du FNTA a annoncé que cette 51<sup>e</sup> édition verra la tenue de la conférence nationale sur l'histoire du festival (1967-2018), en présence d'anciens dramaturges, comé-

diens et intellectuels qui ont contribué à l'émergence et au développement du mouvement théâtral amateur. Une journée de solidarité avec le peuple palestinien est prévue, avec au menu une exposition sur les «chouhada d'El Awda» et une conférence sur «la place du chahid dans le mouvement théâtral algérien et palestinien» en plus d'une rencontre entre jeunes poètes. Des festivaliers bénéficieront d'un stage de formation sur les techniques de lumière et l'éclairage de scène.

A. S./APS

## Afin de se rapprocher du public

### El Mouahidia de Nedroma renforce ses moyens de communication

L'association El Mouahidia de Nedroma (Tlemcen) compte renforcer prochainement son site électronique, a-t-on appris du président d'association, Midoune Azzeddine.

Créé en février dernier, ce site devra inventorier et numériser le patrimoine au titre de deux projets réalisés par l'association en vue de sauvegarder le legs civilisationnel de la ville de Nedroma.

«Ce site enregistre, à ce jour, 3 000 visiteurs dont des chercheurs et étudiants», a-t-on indiqué, signalant que cette opération est «supervisée par des cadres de l'association formés en informatique pour l'indexation et la publication des travaux réalisés en vue de valoriser le patrimoine matériel et immatériel de

Nedroma».

Ce site permet à ses visiteurs d'avoir des informations sur le patrimoine matériel et immatériel de Nedroma pour préparer des mémoires et des thèses, a-t-on ajouté.

L'association «El Mouahidia» a réussi, à travers deux projets achevés cette année et soutenus par l'Union européenne avec un montant de 400 millions DA, d'authentifier, de restaurer et de valoriser le patrimoine immatériel local et de promouvoir le tourisme.

Le premier projet, lancé le 1<sup>er</sup> mai 2016, a permis de rassembler et de numériser 6 500 manuscrits et 76 ouvrages historiques en langues arabe et française, 600 coupures de journaux et 80 CD, ainsi que 4 000 photos

de la région réparties en 200 CD et 80 vidéos abordant les traditions et coutumes de la région avec des enregistrements audio de chœurs de la musique andalouse et de notables remontant à 1950. Ils comportent aussi des textes et des prêches du vendredi datant de plus de 5 siècles, a-t-on fait savoir.

Le deuxième projet, lancé en juillet 2017, porte sur la réalisation d'une base de données pour la publication de ce patrimoine numérisé. Des copies des travaux ont été imprimées sur CD comme première étape avant de doubler le nombre de copies.

D'autre part, 30 jeunes ont été formés dans le domaine de la promotion touristique. Cette opération a été précédée d'avis

d'appels à travers les daïras et les réseaux sociaux visant à impliquer les familles résidant à Nedroma.

M. Midoune a indiqué que l'association El Mouahidia a doté, au titre de ces deux projets, l'orchestre de musique andalouse de l'école de Nedroma d'instruments et de costumes traditionnels, notamment «seroual» (pantalon arabe), chechia rouge et boulogha, en plus de l'édition de deux CD de noubas de musique andalouse.

Cette association versée dans la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel recense 4 000 adhérents depuis sa création en 1973, selon le même responsable.

L. B.

## «Nakhitchewan, capitale de la culture islamique»

### Mihoubi en Azerbaïdjan pour la cérémonie d'ouverture de la manifestation

Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a pris part lundi, en République d'Azerbaïdjan, à la cérémonie d'ouverture de la manifestation «Nakhitchewan, capitale de la culture islamique 2018». M.

Mihoubi a eu à cette occasion des entretiens avec son homologue azerbaïdjanais sur les «perspectives de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine du patrimoine, du cinéma, du théâtre et des arts».

La manifestation «Capitale de la culture islamique», lancée en 2001 par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), vise à diffuser la culture islamique et les valeurs de cohabitation et d'en-

tente ainsi que la consécration du dialogue des cultures et des civilisations.

La ville de Tlemcen a été en 2011 capitale de la culture islamique, rappelle-t-on.

R. C.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)**

**Mercredi 27 juin à 20h30 :** Keral Production présente un concert rap avec Riles.

**Judi 28 juin à 20h30 :** Concert de Tiken Jah Fakoly. La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «L'Arbre à dires» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).

**Café Littéraire Le Sous-Marin (67, Bd Krim-Belkacem, Téliemly, Alger)**

**Judi 21 juin à 17h :** Projection du film «Le jeune Karl Marx» de Raoul Peck. **Place de la Grande-Poste (Alger-Centre)**

**Judi 21 juin à 20h30 :** Concert du groupe Orange Blossom, dans le cadre de la Fête de la musique.

**Librairie du Tiers-Monde (Place Émir-Abdelkader, Alger-Centre)**

**Samedi 23 juin à partir de 14h :**

M. Xavier Driencourt, ambassadeur de France en Algérie, signera son livre «Quatre nuances de France, quatre passions d'Algérie» (ouvrage collectif, paru aux éditions Frantz-Fanon).

**Lundi 25 juin à partir de 16h :** Akli Tadjer signera son livre «La vérité attendra l'aurore», paru aux éditions Casbah.

**Institut français d'Alger (Alger-Centre)**

**Mercredi 27 juin à 18h :** Dans le cadre de la semaine corse, projection du film «Une vie violente» de Thierry de Perreti (France, 2017), en présence du réalisateur.

Réservez : filmunevieviolente2018.alger@if-algerie.com

**Basilique de Notre-Dame d'Afrique (Bologhine, Alger)**

**Judi 28 juin à 20h30 :** Concert de polyphonies corses avec le trio Soledonna (Patrizia Gattaceca, Patrizia Poli, Lidia Poli). Réservez : polyphoniescorsesstriosoledonna2018.alger@if-algerie.com

**Auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne**

**Judi 21 juin à 19h30 :** Dans le cadre de la Fête internationale de la musique, l'Institut culturel italien, en collaboration avec la Radio algérienne, présente un concert de violon et piano du trio Nabil Hamai, Anna Barbero Beerwald et Giacomo Agazzini.

**Palais de la Culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)**

**Jusqu'au 30 juin :** Exposition «10 ans de prix nationaux de l'artisanat», organisée par l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture.



Stade 5-Juillet

## Bientôt des billets nominatifs

UN PROJET révolutionnaire est en cours d'étude pour doter le stade 5-Juillet (Alger) de billets nominatifs et accessibles sur le net à partir de la nouvelle saison sportive, a annoncé lundi à Alger le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Mohamed Hattab. «Dans la continuité des importants travaux qui ont été effectués au stade 5-Juillet, nous sommes en train d'étudier la possibilité de doter cette enceinte de places nominatives, avec des billets qui seront accessibles sur le net. Les gens n'auront plus à faire la queue. Ils pourront accomplir cette démarche chez eux et se

présenter au stade 5 minutes avant le début du match, et leur place sera là à les attendre», a indiqué le MJS en conférence de presse. Toujours en quête de moderniser le grand stade olympique d'Alger, M. Hattab a ajouté que le projet qui est en cours d'étude comprend la possibilité de doter l'enceinte d'un système d'accès biométrique. «C'est pour combattre le fléau de la violence dans les stades. Grâce à la carte d'identité biométrique, les individus considérés comme étant dangereux seront repérés au niveau du point d'accès et les mesures nécessaires seront prises», a expliqué le MJS.

DRB Tadjanet

## Trois nouveaux joueurs signent

LE CLUB du DRB Tedjanet (ligue 1 Mobilis de football) a, depuis le début du mercato estival, enregistré l'arrivée de trois nouveaux joueurs, a-t-on appris lundi de son président, Adel Boudebza. Le premier responsable de la DRBT a indiqué que son équipe a enregistré la venue des attaquants Mokhtar Hicham (JSM Skikda) et Hicham Bensaha (JSM Béjaïa) ainsi que celle du meneur de jeu Hamza Ouenas (JSM Béjaïa). Au cha-

pitre des départs, le club a vu Mohamed Lamine Belmokhtar et Hadad Fouad rejoindre les rangs du CS Constantine, tandis que le portier Oussama Litim portera quant à lui la saison prochaine les couleurs du MC Oran. Adel Boudebza a par ailleurs confirmé son intention de recruter d'autres joueurs durant ce mercato en vue de renforcer l'équipe et de réaliser un excellent parcours lors de la prochaine saison.

ES Sétif

## L'Aigle Noir se prépare à Tunis

L'ES SÉTIF (ligue 1 Mobilis de football) effectue un stage de préparation dans la ville tunisienne d'Aïn Draham, a-t-on appris lundi de la direction du club des hauts plateaux. Présidée par le directeur administratif du club, Rachid Ladjroudi, la délégation sétifienne est composée de 39 personnes dont 25 joueurs et le nouvel entraîneur, le Marocain Rachid Taoussi, a indiqué la même source. La direction de l'ESS a d'ores et déjà programmé pour ce stage de 16 jours

des matchs amicaux face à l'étoile du Sahel et le Club sportif sfaxien, a-t-on ajouté. L'ESS qui a enregistré l'arrivée de 11 nouveaux joueurs durant ce mercato estival et récupéré le joueur prêt, Abdelmoumen Djabou, présent à ce stage, prévoit encore de recruter deux à trois autres joueurs parmi lesquels l'international algérien du CR Belouizdad, Mohamed Naâmani, a souligné la même source.

Jeux Méditerranéens 2018

## Le boxeur Benbaziz sera porte-drapeau

LE VICE-CHAMPION africain de boxe, Réda Benbaziz, a été désigné porte-drapeau algérien lors de la cérémonie d'ouverture des 18<sup>es</sup> Jeux Méditerranéens (JM) de Tarragone en Espagne (22 juin-1<sup>er</sup> juillet), a-t-on appris auprès du chef de la délégation, Hassiba Boulmerka. «La désignation de Benbaziz a été prise à l'unanimité par les membres du bureau exécutif du Comité Olympique et sportif algérien (COA), réunis lundi en soirée au siège de l'instance olympique pour passer en revue l'état d'avancement des préparatifs pour les JM-2018, mais aussi pour les Jeux africains de la jeunesse (JAJ), prévus en Algérie du 18 au 28 juillet», a indiqué Boulmerka. Réda Benbaziz (25 ans) est le détenteur du titre méditerranéen de la catégorie des 60 kg lors des derniers JM de Mersin en Turquie (2013) et vainqueur de la médaille d'or aux derniers Jeux africains à Brazzaville en 2015. Il s'était classé 5<sup>e</sup> aux

derniers Jeux de Rio (2016) pour sa première participation olympique. Il reste un des meilleurs pugilistes de sa catégorie. «Il y a des paramètres qu'il faut prendre en compte dans le choix du porteur ou de la porteuse du drapeau, comme par exemple, voir si l'athlète n'est pas engagé le lendemain de la cérémonie d'ouverture dans une compétition», a souligné l'ancienne championne olympique du 1.500m. La délégation algérienne pour les JM-2018 sera composée de 479 personnes, dont 233 athlètes engagés dans 24 disciplines et 102 techniciens. Les 24 disciplines sont : l'athlétisme, le badminton, la boxe, les sports boules, le cyclisme, l'escrime, la gymnastique, l'haltérophilie, le judo, le karaté-do, la lutte, la natation, le taekwondo, le tennis, le handball, le volley-ball, le tennis de table, le triathlon, la rafla, l'aviron, le football, le tir sportif, les sports équestres et la voile.

MC Alger

## Casoni

# augmente la cadence

■ Le coach du Mouloudia d'Alger, le Français Bernard Casoni, a augmenté la charge de travail depuis avant-hier pour amorcer une nouvelle étape de préparation en prévision de la nouvelle saison.

Par Mahfoud M.

En stage depuis quelques jours à l'école de l'hôtellerie d'Aïn Benin, la formation algéroise s'apprête à entrer dans la deuxième phase et tenter d'être prête à amorcer une nouvelle étape. Le premier responsable de la barre technique du Mouloudia a ainsi programmé du biquotidien pour permettre aux joueurs d'être mieux en jambe et améliorer leur forme physique. La première séance matinale est axée sur un travail purement physique, avec de la musculation pour leur permettre de mieux se préparer, alors que celle de l'après-midi porte sur un travail d'endurance pour gagner en souffle. En parallèle, de nombreux joueurs, quatorze plus précisément, ont passé leurs examens médicaux au niveau du CNMS. La direction a mis tous les moyens pour permettre à l'équipe d'être prête pour la reprise de la compétition et notamment les prochains matchs de la compétition africaine. Il faut savoir que les Algérois se rendront dans une seconde étape en France pour un autre stage de quinze jours et qui sera décisif pour l'équipe qui doit être prête pour la compétition officielle. Le MCA aura à disputer un nombre de matchs amicaux qui permettront au staff technique de bien connaître son groupe avant de



Le Français augmente la charge

prendre une décision quant au onze qui sera aligné pour l'entame de la saison, surtout que le temps presse et que le Doyen aura à disputer d'abord les matchs comptant pour la Ligue des champions d'Afrique qui seront d'une grande importance

pour l'équipe qui devra être au rendez-vous pour mieux gérer cette phase des poules et la terminer sur une des deux places qualificatives aux quarts de finales de la compétition la plus prestigieuse.

M. M.

Infrastructures

## Les stades de Baraki et de Douéra bientôt réceptionnés

Les stades de Baraki et de Douéra, d'une capacité de 40 000 places chacun, seront respectivement réceptionnés en décembre 2018 et décembre 2019, a affirmé, lundi à Alger, le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Mohamed Hattab, assurant que ces nouveaux délais de livraison ne connaîtront plus de retard. «Les travaux ont bien avancé au stade de Baraki qu'on devrait réceptionner en décembre 2018», a d'abord annoncé le MJS, avant d'expliquer qu'à Douéra «le projet est à 45%» et ne pourra pas être réceptionné avant «fin 2019», lors d'un point de presse qu'il a animé en clôture d'une visite d'inspection l'ayant conduit sur différents sites à Alger. Lancés en 2004, les deux projets devaient être achevés dans un délai de 36 mois, mais des contraintes techniques, administratives et financières ont fait que 14 ans plus tard les travaux soient toujours en cours d'exécution. Parmi les

contraintes évoquées par les entreprises chargées des deux projets, la dévaluation du dinar algérien ayant remis en cause les coûts négociés en 2004, puis en 2009. Autres contraintes évoquées, le lancement direct des travaux, sans études préalables et les nouvelles restrictions sur l'importation de certains produits de construction, sans qu'un produit de substitution ne soit fourni sur le marché local. Le MJS, qui était accompagné du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a rassuré les responsables des entreprises chargées de la réalisation de ces deux stades que toutes les contraintes seront levées pour leur permettre d'achever les travaux dans les temps. Le stade de Baraki devrait coûter 31 milliards de dinars, et celui de Douéra 22 milliards, alors que l'enveloppe initiale était de seulement 14,5 milliards. Pour accélérer les travaux au stade de Douéra, MM. Zoukh et Hattab ont exigé de ZCIGC,

l'entreprise chinoise qui se charge de la réalisation du projet, d'engager sur le chantier un minimum de 300 ouvriers à partir de la mi-août prochain. «N'hésitez pas à travailler en deux fois huit, ou même en trois fois huit, pour achever le projet dans les temps», ont conjointement déclaré les deux hommes au responsable de la boîte chinoise qui, de son côté, a affirmé être prête à lancer un nouveau chantier. «Cela fait même plusieurs jours que nous sommes prêts à attaquer ces nouveaux travaux, mais nous sommes obligés de temporiser, car l'étude n'est pas encore prête», a expliqué le responsable chinois de ZCIGC, qui s'est exprimé en langue arabe. Là encore, MM. Zoukh et Hattab se sont voulu rassurants, en annonçant que cette étude, qui concerne le volet assainissement du stade de Douéra, sera fournie d'ici au 15 août. Après quoi, les travaux pourront débuter avec un effectif renforcé.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Examen du BEM

### 100% de réussite des Ecoles des cadets de la nation

LES ECOLES des cadets de la nation de Béchar, Laghouat, Batna et Béjaïa ont enregistré un taux de réussite de 100% aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session de mai 2018, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Suite à l'annonce des résultats des épreuves du BEM, pour la session mai 2018, les 343 lauréats des Ecoles des cadets de la nation de Béchar, Laghouat, Batna et Béjaïa «ont enregistré d'excellents résultats avec un taux de réussite de 100%, avec une moyenne générale de 15,29/20, où trois cadets ont obtenu leur BEM avec mention "Excellent", 118 l'ont obtenu avec mention «très bien» et 160 ont eu la mention «bien», tandis que le reste des cadets a obtenu la mention «assez bien», précise la même source.

«Ces excellents résultats reflètent aussi bien les immenses efforts consentis par les cadets de la nation, que l'extrême intérêt et le soutien accordés par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire aux Ecoles des cadets de la nation, créées à la faveur de la décision de Son Excellence Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et qui ne cessent de bénéficier de son soutien précieux», note le MDN. Ces exploits «confirment également le haut niveau de ces Ecoles, ainsi que la rigueur et la persévérance des cadres et des enseignants qui veillent sur les cadets, en plus des moyens humains, matériels et pédagogiques mis à leur disposition par le Commandement de l'ANP», souligne le communiqué.

R.N.

## Guerre de Libération nationale

### Le sacrifice des condamnées à mort évoqué à Alger

LE SACRIFICE des moudjahidate, condamnées à mort durant la guerre de Libération nationale par l'administration coloniale française, a été évoqué mardi à Alger, en présence de l'une d'elles, Zohra Ghomari, ayant témoigné pour la première fois de son engagement patriotique. L'hommage aux femmes militantes de la cause nationale, ayant été condamnées à mort pour avoir, pour la plupart d'entre elles été poseuses de bombes, leur a été rendu dans le cadre du «Forum de la Mémoire» du quotidien «El-Moudjahid», à l'occasion de la Journée nationale des condamnés à mort, célébrée ce jour. Le moudjahid Si Tahar Hocine a ainsi passé en revue le glorieux parcours de sept combattantes ayant répondu à l'appel de la patrie, dès leur jeune âge, à savoir Baya Hocine, la plus jeune condamnée à mort (16 ans), Jacqueline Guerroudj, Djamilia Bouhired, Djamilia Bouazza, Djoher Akrou, Bahia Khalfallah et Zohra Ghomari. Aux côtés de celles-ci, ont également été condamnées par contumace les militantes Hassiba Ben Bouali et Zohra Drif, rappelle l'intervenant avant de convier Zohra Ghomari à témoigner d'elle-même, et pour la première fois de son vécu, de sa précieuse contribution aux actions de l'Armée de Libération nationale (ALN). Originaire de Guelma, elle raconte comment elle avait rejoint le maquis, alors à peine âgée de 11 ans, pour y demeurer trois ans en compagnie de 4 autres moudjahidate, avant de se voir confier la mission de déposer une bombe dans le local commercial d'un colon. Ce dernier croyant qu'elle avait omis le colis le lui rendit, ce qui l'avait contrainte à la pla-

cer dans une bijouterie appartenant à un autre Français, pour exploser par la suite. Elle fut arrêtée en 1957, avant d'être jugée par un tribunal militaire, après avoir croupi 2 ans à la prison de Guelma, puis celle de Batna avant d'atterrir dans celle de Barberousse (Serkadji). Sa condamnation à mort en 1959, pour la peine capitale, est annulée à la suite du cessez-le-feu en mars 1962 et sa libération effective dès l'indépendance, poursuit-elle, avec une voix empreinte d'émotion et d'humilité. Dans ce premier témoignage, Zohra Ghomari a tenu à évoquer deux sœurs côtoyées en prison, Fella et Warda Oucif, faisant savoir que la première, encore en vie, fut également condamnée à mort, avant d'être graciée en 1961. Intervenant au nom de l'Association nationale des anciens condamnés à mort, Si Salah Chorfi a tenu à noter que sur les 213 exécutions recensées durant la guerre de Libération nationale, l'administration coloniale française a appliqué 141 jugements par guillotine sur des militants algériens. 143 autres jugements ont été appliqués par balle, 4 autres en administrant du poison et 4 autres en brûlant vives les personnes jugées, a-t-il ajouté, avant de révéler l'existence d'une autre condamnée à mort, Keltoum Benzerga, originaire de Mascara. Ayant lu son fait d'armes dans des archives de presse de l'époque, M. Chorfi a tenté, en vain, de retrouver les traces de cette moudjahida au sacrifice méconnu à ce jour, conviant «tous ceux qui connaîtraient des condamnés à mort» à se rapprocher de son association pour les faire sortir de l'anonymat.

Samah Y.

## Bac 2018 Mesures draconiennes pour éviter les fuites de sujets



Djalou@hotmail.com

## Biens immobiliers publics

### Les conditions de cession définies par un décret

■ Les conditions et modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et des biens gérés par les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ont été définies par un décret publié au «Journal officiel» n° 33.

Par Amina G.

Les biens immobiliers sont cédés à leurs occupants légaux sur la base de leur valeur vénale dont les paramètres de détermination sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés des Collectivités locales, des Finances et de l'Habitat.

Les occupants peuvent acquérir leur logement, au comptant ou à tempérament et bénéficient de la défalcation du montant des loyers payés depuis la date d'occupation du bien en question.

En cas d'option d'achat au comptant, le postulant à l'acqui-

sition du logement bénéficie d'un abattement de 10% sur le prix de cession.

L'article 6 du décret stipule qu'en cas d'option d'achat à tempérament, le postulant bénéficie d'un délai de paiement du prix de cession de dix ans maximum. Un apport initial de 5% du prix de cession, comprenant le montant de la caution versée, doit être, dans ce cas, payé à la conclusion du contrat de vente. Le capital restant est soumis à l'application d'un taux d'intérêt fixé à 1% l'an.

Par ailleurs, en cas d'option d'achat à tempérament, le postulant à l'acquisition du logement bénéficie d'un abattement sur le prix de cession de 7% lorsque

la période convenue est inférieure ou égale à trois ans, à 5% lorsque la période convenue est supérieure à trois ans et inférieure ou égale à cinq ans.

A défaut de paiement de six mensualités consécutives par l'acquéreur, il est appliqué les sanctions prévues par la législation en vigueur, notamment l'annulation de la vente.

Dans ce cas, les mensualités déjà versées sont acquises au service cessionnaire.

En cas d'option d'achat à tempérament, le contrat de vente doit comporter une clause interdisant que la rétrocession du logement avant le paiement intégral du prix de cession.

A. G./APS

## Batna

### La wilaya lance le concours «Commune propre»

Un concours «commune propre» a été lancé récemment à l'initiative de la wilaya de Batna pour favoriser l'hygiène du milieu à travers ses 61 communes et améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on indiqué à la wilaya.

Cette compétition est axée sur 7 thèmes, à savoir les ordures ménagères, le système de décharge, l'entretien des espaces verts et l'amélioration urbaine, l'urbanisme et l'aménagement urbain de la commune, les ressources en eau, l'éclairage public et les écoles, selon les

précisions fournies lundi par la même source. Des prix seront remis aux trois communes lauréates (camions compresseurs pour déchets, camions de réparation de l'éclairage public et un autre camion de transport des déchets pour la commune lauréate, un camion compresseur et un autre d'entretien de l'éclairage public pour la deuxième commune et un camion compresseur pour la commune qui décrochera la troisième place), a-t-on précisé de même source. Une commission chargée du suivi de ce concours à travers

des évaluations à notifier selon un barème adapté suivant les 7 thèmes retenus a été désignée, a ajouté la même source, précisant que la remise des prix est prévue pour le 5 juillet prochain à l'occasion de la célébration du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse.

Le concours «commune propre» vise à faire répandre une culture environnementale et l'amélioration de la façade urbaine des communes de la wilaya, avait estimé récemment le wali, Abdelkhalék Sayouda.

Y. B.